

1375, boul. St. Laurent Blvd., Ottawa, ON K1G 0Z7

Tel./Tél. : (613) 237-1590 Fax/Télec. : (613) 237-5508 Toll free/Sans frais : (844) 237-1590

cupemail@cupe.ca/courriel@scfp.ca – cupe.ca/scfp.ca

**RAPPORT DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER NATIONAL
PRÉSENTÉ AU
CONSEIL EXÉCUTIF NATIONAL
Ottawa, Ontario
Les 21 et 22 mars 2018**

Consœurs, confrères et amis,

Congrès des divisions

Cette année, nous avons amorcé la tournée pancanadienne des congrès des divisions à Saskatoon, au congrès de la division de la Saskatchewan, où j'ai pris la parole devant les délégués le 8 mars, Journée internationale des droits des femmes. C'était une bonne façon de lancer les congrès de divisions, le SCFP étant toujours à l'avant-garde de la lutte pour l'égalité des femmes au Canada et ailleurs dans le monde.

Au congrès de la Saskatchewan, les délégués ont abordé des enjeux difficiles, comme la réconciliation avec les peuples autochtones, les restructurations, une fiscalité équitable, la violence en milieu de travail, l'assurance-médicaments, la lutte contre le racisme et la justice pour les jeunes.

Cette année, le thème du congrès de la division de l'Alberta était *Gaining Momentum* (Gagner en dynamisme). À la réunion tenue du 14 au 16 mars à Grand Prairie, Alberta, un large éventail d'enjeux ont fait l'objet de débats et les délégués ont été invités à participer aux élections provinciales de l'année prochaine. La préparation est déjà bien amorcée, tant par le SCFP-Alberta que par les différentes sections locales, et ce avec l'appui solide du SCFP national.

Budget

Les finances du SCFP demeurent stables et solides et sont maintenant en meilleur état qu'à la même époque l'an dernier, et même depuis les quelques dernières années. Nous avons passé à travers de difficiles votes d'allégeance, dont nous sommes sortis plus forts, et nous prévoyons maintenant enfin une croissance des revenus légèrement plus forte après de nombreuses années d'austérité et de diminution de la croissance des revenus.

MARK HANCOCK

National President/Président national

CHARLES FLEURY

National Secretary-Treasurer/Secrétaire-trésorier national

DENIS BOLDUC, FRED HAHN, JUDY HENLEY, DANIEL LÉGÈRE, MARLE ROBERTS

General Vice-Presidents/Vice-présidences générales

Le SCFP a traversé des moments très difficiles au cours des dernières années. Pendant ces périodes, nous avons fait preuve d'une grande prudence dans la gestion de nos finances et « vécu selon nos moyens ». Ces décisions judicieuses permettent aujourd'hui au SCFP d'utiliser tous ses surplus pour créer de nouveaux postes et réaliser ses différentes priorités.

Grâce à l'excellent travail d'organisation de notre personnel du SCFP au Québec, nous avons gagné plus de 3 700 membres au cours de votes d'allégeance dus aux restructurations dans la province, au lieu d'en perdre 10 000, comme nous l'avions prudemment supposé dans nos projections de revenus de 2017. Le SCFP accueille au Québec aussi, entre autres, 1 000 membres après le recrutement de travailleuses et travailleurs municipaux de Gatineau. De plus, des milliers d'autres membres ont joint les rangs du SCFP grâce au recrutement et aux votes d'allégeance réussis partout au pays.

En conséquence, avec les activités de recrutement et une croissance plus forte de notre effectif et des salaires, en particulier au Québec, en Ontario et en Colombie-Britannique, nos revenus de capitation pour 2017 ont été plus élevés que prévu.

Après des consultations exhaustives avec les membres du Conseil exécutif national et le personnel de la direction de chaque région du pays, ainsi qu'avec les directrices et directeurs généraux de chaque direction nationale, le budget de 2018 a été élaboré et présenté à la réunion du Conseil de décembre pour approbation.

Je suis extrêmement fier de pouvoir dire que, cette année, le budget de notre Caisse générale inclut le nombre le plus élevé de nouveaux postes jamais annoncés par le SCFP depuis des décennies. En plus des onze postes que nous avons rendus permanents en septembre, le Conseil a approuvé 18 nouveaux postes. Nous avons évalué d'où provenaient les demandes de services les plus pressantes et nous avons affiché les nouveaux emplois : 13 postes permanents et 5 postes temporaires pour répondre aux besoins à court terme.

En outre, deux postes de soutien administratif à temps partiel sont maintenant à temps plein. C'est beaucoup mieux que l'an dernier, lorsque nous n'avions pu annoncer qu'un nouveau poste pour tout le pays.

Nous avons aussi accru de manière importante le poste budgétaire du programme de formation des conseillers syndicaux et celui du soutien à la formation et au mentorat du personnel.

Le budget de la Caisse générale a connu d'importantes hausses destinées au financement des frais juridiques et d'arbitrage, à la recherche et à la santé-sécurité, aux élections, au Fonds pour le renforcement des divisions et à la formation des membres-formateurs.

Le budget de notre Caisse nationale de défense a également augmenté pour les campagnes à frais partagés et les nouvelles campagnes de recrutement, ainsi que pour les votes de restructuration et l'orientation stratégique pour les priorités nationales et régionales. Ce financement inclut le nouveau personnel et les postes de membres-organisateurs en région, ainsi que le soutien aux campagnes.

Groupe de travail national du SCFP sur la dotation en personnel

Au congrès national, je m'étais engagé à créer un groupe de travail sur la dotation en personnel. Ce Groupe de travail, formé de membres du Conseil et de quelques membres du personnel de la direction, commencera à se réunir en avril.

Nous étudierons les nouvelles réalités que vivent nos sections locales et nos organismes à charte et nous examinerons les moyens à prendre pour mieux appuyer nos nouvelles structures de négociation et les besoins de nos sections locales. Nous voulons par exemple savoir si, à mesure qu'un plus grand nombre de sections locales fusionnent pour former des structures provinciales, les besoins en services changent.

Le Groupe de travail examinera la détermination des affectations de service en tenant compte de demandes concurrentielles comme l'étendue géographique des régions, les nombreuses petites sections locales, les multiples secteurs, les sections locales dont les conventions collectives arrivent à échéance en même temps et d'autres facteurs.

De plus, nous évaluerons le soutien offert à nos conseillers syndicaux qui doivent répondre à de nouveaux besoins. Nous tiendrons compte à la fois des conseillers syndicaux et des spécialistes et nous étudierons les moyens à prendre pour que le personnel travaille en équipe à appuyer ces nouvelles structures de négociation.

Des sections locales de différentes tailles seront interviewées pour obtenir leurs points de vue sur ces questions. Nous présenterons des recommandations sur l'allocation des nouveaux postes et sur ce que nous pouvons faire pour mettre à jour nos méthodes de service. Les conclusions du Groupe seront très importantes et nous présenterons un compte-rendu au Conseil exécutif national à temps pour les consultations budgétaires de cet automne.

Dotation en personnel

En janvier et février, comme chaque année, je me suis rendu dans chaque région pour assister aux réunions annuelles du personnel régional. Nous commençons l'année par ces réunions parce qu'elles offrent l'occasion de parler directement à notre personnel des problèmes et des défis à relever partout au pays. Il y a clairement beaucoup de nouveaux visages aux réunions du personnel étant donné l'augmentation du nombre de postes et le nombre élevé de départs à la retraite. J'ai remarqué une énergie et un optimisme renouvelés devant les défis à relever.

Activités régionales

Conférence des secrétaires-trésoriers du SCFP-Ontario

L'une de mes activités préférées est la conférence bisannuelle des agents financiers de la division de l'Ontario. En janvier de cette année, plus de 300 délégués se sont rassemblés pour partager leur expérience et obtenir des renseignements à jour qui les aideront à s'acquitter de leur tâche critique d'agent financier et des différents aspects administratifs de notre syndicat. Ce rôle est particulièrement important pour aider les sections locales à élaborer leurs plans stratégiques de négociation et à se préparer à relever les défis qui les attendent.

Rencontre de tous les présidents et présidentes de l'Alberta

Chaque année, en février, les leaders du SCFP-Alberta et des sections locales de l'Alberta se rencontrent pour discuter des enjeux entre secteurs et élaborer des stratégies pour l'année à venir. Cette année, dans mon allocution, j'ai insisté sur l'importance d'intensifier la participation du SCFP à la vie politique et la mobilisation de nos membres. Mon message était clair – le SCFP national est là pour appuyer ces efforts.

Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario (CSHO)

Au début de février, j'ai assisté à l'un de plusieurs rassemblements du CSHO pour exiger un meilleur financement des hôpitaux, un contrat équitable pour les travailleuses et travailleurs d'hôpitaux et la fin de la complaisance face à la violence en milieu de travail. Des centaines de militantes et militants du SCFP de tous les coins de la province sont montés à bord d'autobus à destination de l'hôpital Lakeview à Oshawa pour montrer leur solidarité. Des alliés de la Coalition de la santé de l'Ontario, des patients et des membres des familles y étaient aussi.

Rencontre avec la section locale 429, Montréal

En février, j'ai rencontré le conseil exécutif nouvellement élu de la section locale 429 du SCFP de la Ville de Montréal. Il est toujours bénéfique de rencontrer les nouveaux dirigeants d'une section locale pour voir de quelle façon le SCFP national peut les aider à établir les priorités et à élaborer les plans stratégiques de l'organisme.

Section locale 79 du SCFP, cols blancs de la Ville de Toronto

J'ai été très heureux de rencontrer, avec le président Mark Hancock, le conseil exécutif nouvellement élu de la plus grande section locale du SCFP, qui représente plus de 20 000 membres des unités des cols blancs de la Ville de Toronto et de l'hôpital de Bridgeport. La section locale continue à intensifier le contact entre membres et se prépare aux négociations collectives et aux élections municipales de l'automne.

Manitoba

Devant les attaques répétées de leur gouvernement provincial, incluant des votes d'allégeance à venir dans le secteur de la santé, 20 sections locales du SCFP ont pris la situation en main et ont fusionné en une seule section locale unifiée. La nouvelle section locale 204 du SCFP représente 7 000 membres travaillant dans divers établissements de santé comme, entre autres, des hôpitaux et des établissements de soins de longue durée situés surtout dans la région de Winnipeg. En février, j'ai pu rencontrer le personnel et la division du SCFP-Manitoba pour faire le point sur la préparation aux prochaines élections provinciales. À cette réunion du Conseil, nous examinerons plusieurs importantes campagnes à frais partagés pour soutenir le secteur de la santé du Manitoba.

Saskatchewan

Au cours de la dernière année, les cinq sections locales du secteur de la santé de la Saskatchewan, qui représentent plus de 13 000 membres du SCFP, ont formé une nouvelle entité provinciale. J'ai eu l'honneur d'assister au congrès de fondation de la nouvelle section

locale 5430 l'automne dernier. En mars, j'ai pu rencontrer l'exécutif de la section locale pour discuter de la prochaine campagne, car les membres mènent présentement de très difficiles négociations. En outre, on attend le début des votes d'allégeance imposés par le gouvernement dans le secteur, où les syndicats devront sans doute se faire concurrence au lieu de travailler ensemble à l'amélioration des soins de santé pour tous.

Réunion de tous les comités nationaux du SCFP

J'ai eu l'honneur d'assister comme à tous les deux ans, après le congrès national, à la réunion qui rassemble les comités nationaux nouvellement nommés, ainsi que les agents de liaison du CEN et les personnes-ressources. Cette année, plus de 275 membres de comités et membres du personnel ont participé à l'événement. Les comités nationaux, guidés par le document d'orientation stratégique adopté au congrès national, établissent leurs priorités pour les deux années à venir. Le SCFP est plus fort grâce à leur travail.

Lac-à-l'épaule du Conseil exécutif national

En février, le Conseil s'est réuni deux jours à Montréal. Nous avons pris le temps de sortir des contraintes d'une réunion formelle du Conseil pour étudier trois grands défis qui attendent le SCFP au début de cette nouvelle année : le Congrès du travail du Canada, le Groupe de travail sur la gouvernance et le Groupe de travail sur la dotation en personnel.

La réunion a donné le temps aux membres du Conseil de réfléchir à ces trois importants projets et défis qui sont devenus des priorités pour 2018. Le Conseil a aussi poursuivi le bilan du congrès national du SCFP avec des discussions sur les moyens à prendre pour l'améliorer.

Congrès du travail du Canada

Le Congrès du travail du Canada et le mouvement syndical vivent de grands bouleversements et une division très regrettable. Comme le SCFP est toujours à l'avant-garde du mouvement syndical canadien, nous devons continuer à prendre notre place à tous les niveaux.

ÉTATS FINANCIERS POUR LE TRIMESTRE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2017

Caisse générale

L'actif total de la Caisse générale au 31 décembre 2017 était de 279,5 millions de dollars, comparativement à 272,2 millions de dollars au 30 septembre 2017 et à 235,1 millions de dollars au 31 décembre 2016. Les postes significatifs sont détaillés ci-dessous.

Le solde bancaire au 31 décembre 2017 était de 26,7 millions de dollars comparativement à 30,4 millions de dollars au 30 septembre 2017 et à 23,0 millions de dollars au 31 décembre 2016. Le solde bancaire inclut des réserves de liquidités internes destinées aux prestations de retraite, à la capitalisation du régime de retraite, au passif du Comité de coordination des conseils scolaires de l'Ontario (CCCSO), à la gestion des propriétés et au Fonds pour les édifices régionaux.

Le passif total de la Caisse générale s'élevait à 220,3 millions de dollars au 31 décembre 2017, comparativement à 181,6 millions de dollars à l'exercice précédent.

Au moment d'écrire le présent rapport, le contrat de création de la Fiducie de soins de santé au bénéfice des employés pour le CCCSO est presque terminé. Des 7 millions de dollars de l'argent de démarrage gérés par le SCFP, nous pensons que près de 6 millions ne seront pas dépensés et pourront être transférés dans la Fiducie très bientôt. Ce montant apparaît au titre du passif dans notre état de la situation financière jusqu'à ce que tous les rapprochements soient terminés et que nous puissions transférer l'argent dans la Fiducie.

Un changement dans les pratiques de comptabilité relatives au traitement des gains et pertes non matérialisés a eu lieu en 2017. Il est reflété dans les états financiers internes du trimestre. Le changement s'est appliqué rétroactivement jusqu'à 2006, année de la création du compte de placements pour les avantages sociaux futurs. Tous les gains (ou pertes) non matérialisés apparaissent maintenant dans la section « Revenus » des états financiers au lieu d'être montrés après le « Surplus/Déficit d'exploitation » comme avant. De plus, parce que ces gains (ou pertes) sont produits entièrement par le compte de placements qui détient les fonds pour payer les avantages sociaux futurs, ils sont désormais ajoutés au passif (ou déduit de celui-ci) au lieu de faire partie du solde de clôture de la Caisse. Pour ces états financiers préliminaires, l'effet total a été d'accroître le passif inscrit pour les avantages sociaux futurs de 13,5 millions de dollars, ce qui nous rapproche d'autant de notre objectif, qui est d'inscrire tout le passif dans nos livres. Le passif inscrit s'établit maintenant à 134,7 millions de dollars.

Le solde de la Caisse (ajusté en fonction du retraitement des gains non matérialisés de l'exercice précédent) au 31 décembre 2017 se situait à 59,3 millions de dollars, dont un total de 1,2 million de dollars sont réservés à la Caisse de participation aux congrès et aux activités nationales et au Fonds pour les édifices régionaux. Du solde de la Caisse, nous avons investi 62,8 millions de dollars en immobilisations, ce qui nous laisse un solde sans restriction négatif de 4,7 millions de dollars. En somme, tout l'avoir de la Caisse générale est affecté, soit parce qu'il a été alloué à des fins précises, soit parce qu'il a été utilisé pour des immobilisations.

Le surplus d'exploitation préliminaire (avant la provision du Fonds pour les édifices régionaux) pour l'année est de 5,8 millions de dollars, comparativement à un surplus prévu de 751 000 \$.

Le total des revenus est supérieur au budget de 6 millions de dollars globalement. Les revenus de capitation sont supérieurs au budget de 2,7 millions de dollars et les revenus de placements dépassent le budget de 4,2 millions de dollars au total. Les revenus de placements matérialisés sont supérieurs au budget de 1,2 million de dollars. En outre, étant donné les changements dans les pratiques comptables décrits ci-dessus, nous montrons maintenant les gains non matérialisés dans le budget des revenus. Les gains non matérialisés pour 2017 ont été d'un peu plus de 2 millions de dollars. Ce montant n'est jamais budgété à l'avance, bien sûr, parce qu'il est impossible de prédire les marchés futurs.

En général, les salaires et avantages sociaux ont été supérieurs au budget de 4 565 894 \$, les salaires étant supérieurs au budget de 37 175 \$, les avantages sociaux actuels étant supérieurs au budget de 1 108 748 \$ et les avantages sociaux futurs étant supérieurs au budget de 3 419 972 \$. Les salaires des directeurs et des conseillers étaient inférieurs au budget de 0,3 % (157 598 \$) et ceux du personnel administratif et technique étaient supérieurs au budget de 0,9 % (89 084 \$). Les salaires du personnel de bureau étaient supérieurs au budget de 0,2 % (28 896 \$). Le coût des remplacements pour les congés annuels a été supérieur au budget de 16,8 % (252 703 \$) pour l'exercice de 2017.

En général, les autres dépenses d'exploitation étaient inférieures au budget d'environ 3,6 millions de dollars. Voici quelques éléments significatifs :

1. Les dépenses consacrées à l'orientation stratégique, au Fonds de riposte et au projet « Un monde juste » étaient inférieures au budget de 1,6 million de dollars.
2. Les frais de bureau étaient inférieurs au budget de 464 000 \$. Nous surveillons la situation de près pour voir si cette tendance se maintient, car nous croyons qu'elle s'explique par une meilleure conscience environnementale lors de l'impression et des photocopies.
3. Les coûts fixes du personnel étaient toujours inférieurs au budget de 452 000 \$. Ce poste budgétaire n'est jamais entièrement dépensé depuis quelques années maintenant. Il a été soigneusement examiné et réduit et les fonds ont été réalloués là où ils sont le plus utiles.

Caisse nationale de défense

Au 31 décembre 2017, l'actif total s'élevait à 14,0 millions de dollars, comparativement à 14,2 millions de dollars au 30 septembre 2017 et à 16,3 millions de dollars au 31 décembre 2016. Le solde au 31 décembre 2017 était de 1,3 million de dollars, comparativement à 2,8 millions de dollars au 30 septembre 2017. En outre, nous avons des placements totalisant 10,8 millions de dollars au 31 décembre 2017, en hausse de 1,1 million de dollars par rapport à l'exercice précédent.

Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs et des charges à payer de 2,1 millions de dollars, comparativement à 408 000 \$ au 30 septembre 2017. Nous avons aussi un passif de 5,6 millions de dollars pour les campagnes à frais partagés, en baisse par rapport à 5,7 millions de dollars à la fin de l'exercice précédent. Enfin, nous devons 172 000 \$ à la Caisse générale à la fin de décembre.

Les dépenses des campagnes à frais partagés approuvées par le Conseil exécutif national en 2017 ont totalisé 4 046 397 \$ pour un budget annuel de 3,3 millions de dollars. Toutefois, il y a eu 922 000 \$ de fonds inutilisés dans les campagnes des années précédentes. Les dépenses consacrées aux grandes campagnes de recrutement se sont élevées à 4 981 865 \$, ce qui est de beaucoup supérieur au budget étant donné le nombre accru d'activités de recrutement entreprises partout au pays, y compris le vote de représentation sans précédent tenu dans le secteur de la santé au Québec. Les dépenses consacrées aux initiatives nationales en matière de stratégie ont totalisé 2 132 332 \$ et celles des initiatives régionales en matière de stratégie se sont élevées à 1 880 118 \$.

Caisse nationale de grève

L'actif total de la Caisse de grève au 31 décembre 2017 s'élevait à 99,3 millions de dollars, comparativement à 95,3 millions de dollars au 30 septembre 2017 et à 95,0 millions de dollars au 31 décembre 2016. Cet actif était formé de 3,3 millions de dollars en liquidités, de 1,9 million de dollars en capitation à recevoir et de 94,0 millions de dollars en placements.

Au titre du passif, nous avons des comptes créditeurs, des charges à payer et une dette à la Caisse générale totalisant 236 000 \$, en hausse par rapport au montant de 23 000 \$ au 30 septembre 2017.

Au 31 décembre 2017, le solde de la Caisse s'établissait à 99,1 millions de dollars, en hausse par rapport à 95,3 millions de dollars au 30 septembre 2017 et à 94,7 millions de dollars au 31 décembre 2016.

Les revenus de la Caisse de grève, incluant les revenus de placements, se situaient à 14,2 millions de dollars au 31 décembre 2017 et les dépenses ont totalisé 9,6 millions de dollars, ce qui donne lieu à un surplus net de 4,6 millions de dollars, avant les gains de placements non matérialisés de 247 752 \$.

GRÈVES, LOCKOUTS ET RÈGLEMENTS

Section locale 5317 – Viterra Inc., 51 membres en piquetage depuis le 30 janvier 2018.
Section locale 3903 – Université York, 3 000 membres en grève depuis le 5 mars 2018.
Section locale 2424 – Université Carleton, 900 membres en grève depuis le 5 mars 2018.

RETARDS DANS LES PAIEMENTS DE CAPITATION

Pour le trimestre terminé en décembre 2017, le total des paiements en retard s'élevait à 7 892 241 \$, une hausse de 1 113 018 \$ ou 16,42 % par rapport au trimestre précédent terminé en septembre 2017. En tout, les paiements en retard ont augmenté de 17,84 % comparativement à décembre 2016.

RAPPORT SUR LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

La stratégie et le plan de l'information-technologie de l'information (GITI) continuent de progresser sous la supervision du comité de direction de la GITI. Au cours des prochains mois, le Service de la TI se concentrera surtout sur les éléments suivants : mise en œuvre du nouveau système automatisé de relevés de dépenses, lancement des nouvelles versions du système de gestion de la relation membre (SGRM), poursuite du renforcement de la gestion de l'information dans l'ensemble du SCFP grâce à l'infonuagiqueSCFP et autres améliorations de l'infrastructure en TI du SCFP pour le personnel.

Système de gestion de la relation membre (SGRM)

Le fait saillant du lancement du SGRM en décembre 2017 a été le nouveau module amélioré d'éducation qui incluait la capacité d'offrir des ateliers et des cours dans les régions, un meilleur système d'inscription en ligne, le suivi centralisé de la participation, la préparation et l'envoi de certificats et de meilleurs comptes-rendus.

D'ici la fin de 2018, la famille du SGRM s'agrandira avec l'ajout du module de gestion des activités, qui gère et administre des aspects clés du congrès et des conférences du SCFP à partir d'un seul endroit.

Infrastructure de la TI :

Opérations

Après l'installation de Skype pour entreprises avec capacités téléphoniques au SCFP national, au BRO et au BRCB, la TI du SCFP poursuivra son travail dans tous les autres bureaux régionaux en mars et dans les bureaux locaux en avril et mai. L'objectif est que tous les bureaux (sauf ceux de la Saskatchewan où nos systèmes téléphoniques sont fournis par SaskTel) soient entièrement convertis à Skype pour entreprises en mai 2018 et que les anciens systèmes téléphoniques soient retirés à la fin de juin 2018. Les économies potentielles de cette transition sont importantes, car nous n'aurons plus à investir dans de coûteux systèmes téléphoniques et nous pourrons réduire les coûts de déplacement, en plus d'accroître le niveau de collaboration du personnel.

PROPRIÉTÉS ET BAUX

À notre propriété de l'AIFTQ de Sherbrooke, des problèmes structurels ont rendu les lieux inhabitables. Nous avons donc dû déménager nos bureaux dans des locaux temporaires en 2016. L'AIFTQ a conclu une convention de règlement avec l'entrepreneur qui a construit la propriété. L'entente, entrée en vigueur au début de mai 2017, prévoyait la revente de la propriété en l'état à l'entrepreneur à un coût de 3,2 millions de dollars, avec possibilité de 800 000 \$ de plus, selon le niveau de réussite de l'entrepreneur dans ses poursuites contre ses sous-traitants. De plus, Desjardins libérera l'AIFTQ du solde de l'hypothèque (1,4 million de dollars) pour un paiement unique de 439 200 \$. La part du SCFP dans cette propriété était d'approximativement 16 %.

Nous occupons présentement des locaux temporaires à Sherbrooke tout en cherchant activement un endroit plus permanent.

CONFÉRENCES ET ÉVÉNEMENTS

Le premier événement national d'importance de l'année a eu lieu lorsque 275 membres et comités et membres du personnel se sont rassemblés à Ottawa pour la réunion de tous les comités. Cette rencontre des comités nationaux incluait le dix-huitième et tout nouveau comité national du SCFP, le Comité national des transports. Les comités se réunissent pour discuter, planifier et élaborer des stratégies sur des enjeux clés qui touchent nos membres de tout le pays.

La réunion de tous les comités a eu lieu au Centre Shaw d'Ottawa, du 5 au 7 mars 2018. Les membres des comités et les membres du personnel de l'extérieur de la ville étaient logés à l'hôtel Westin Ottawa et à l'hôtel Les Suites.

Tout en préparant la réunion de tous les comités en mars, nous avons continué à planifier les rencontres qui auront lieu cette année, dont plusieurs réunions de services, des réunions pour le programme de formation des conseillers syndicaux et des conférences téléphoniques et réunions pour le Comité et le Conseil exécutifs nationaux.

FORMATION ET PERFECTIONNEMENT

Formation des exécutifs des sections locales (FESL)

Les ateliers de FESL sont bien reçus partout au pays. Ils offrent aux exécutifs et à leurs membres la formation et le perfectionnement dont ils ont besoin, quand ils en ont besoin. En plus d'ateliers existants, comme « La procédure parlementaire », « Les agents financiers », « Le rôle des secrétaires-archivistes » et « Planification stratégique », les nouveaux ateliers de FESL incluent « Leadership », « Diriger comme équipe » et « S'outiller pour la résolution de conflits ».

Programmes de formation nationaux

En décembre, la DDS a choisi des membres du personnel et des membres de la base pour suivre un cours de formateur en santé mentale à Toronto, ainsi qu'une formation d'ombudspersonne à Ottawa. En janvier, nous avons recruté et formé 24 nouveaux membres-formateurs en Colombie-Britannique.

MRM-ED

L'ensemble du programme d'éducation des membres du SCFP est désormais en ligne. Les membres peuvent maintenant voir les ateliers du SCFP et s'y inscrire à scfp.ca. Les inscriptions, les formulaires de présence, la production des certificats et le suivi des ateliers et des participants font maintenant partie du système de GRM-ED. Toute la documentation des ateliers est aussi en ligne. Ce système nous aide à organiser et à rendre accessible tout ce qui a trait à nos ateliers et nous pouvons concrétiser nos projets de production et de distribution de documentation d'ateliers dans les régions, plutôt que de tout conserver au bureau national.

Tout le personnel de la DDS a reçu une formation sur le fonctionnement du nouveau système. L'équipe de la TI aide les membres du personnel à se familiariser avec la nouvelle plateforme et des améliorations sont constamment apportées au système à mesure que les gens l'utilisent dans leurs activités quotidiennes.

ADMINISTRATION DU RÉGIME DE RETRAITE

Le 1^{er} janvier 2018, je suis devenu président du Conseil de fiducie mixte et le confrère Brian Edgecombe en est devenu le vice-président.

Les fiduciaires et fiduciaires suppléantes du SCFP qui suivent ont été nommées récemment :

- La consœur Candace Rennick, auparavant fiduciaire suppléante du SCFP, en remplacement du confrère Jim Costescu;
- La consœur Sherry Hillier, fiduciaire suppléante du SCFP, en remplacement de la consœur Candace Rennick.

Je tiens à remercier le confrère Jim Costescu pour les 20 années qu'il a consacrées au régime. Le confrère Jim siège au CFM depuis la création de la Fiducie en 1998 et il a continué

à agir à titre de fiduciaire du SCFP même après sa retraite. Je lui souhaite bonne chance dans tout ce qu'il entreprendra.

Le Conseil de fiducie mixte tiendra sa première réunion de l'année le 11 avril. Les fiduciaires discuteront notamment des résultats de l'évaluation préliminaire au 1^{er} janvier 2018, ainsi que des nouvelles règles de capitalisation adoptées par le gouvernement ontarien pour les régimes de retraite à prestations déterminées à employeur unique et leurs implications pour le RRES.

Le Régime a bien performé en 2017 avec un taux de rendement brut de 7,22 % et un actif total de plus de 793 millions de dollars.

Les préparatifs pour la vérification de 2017 de la caisse de retraite sont en cours.

Départs à la retraite

La consœur Paula J. Raposo, bureau régional du Manitoba – 1^{er} janvier 2018

Le confrère David W. Michor, bureau régional de l'Ontario – 1^{er} février 2018

La consœur Lucie L. DesRosiers, bureau de Saguenay – 1^{er} février 2018

Le confrère Robin K. Jones, bureau régional de la C.-B. – 1^{er} avril 2018

La consœur Louise Fiset, bureau de Québec – 1^{er} avril 2018

La consœur Susan Zander, bureau régional de la C.-B – 1^{er} mai 2018

La consœur Francine Bélanger, bureau du président national – 1^{er} juin 2018

La consœur Janet Kuchta, bureau régional du Manitoba – 1^{er} juin 2018

La consœur Patricia M. DeLeskie, bureau de Sydney – 1^{er} juin 2018

La consœur Deborah Hirdes, bureau de Kitchener – 1^{er} juillet 2018

La consœur Carol Fergusson, bureau régional de l'Atlantique – 1^{er} août 2018

La consœur Pierrette Perras, Direction des ressources humaines – 1^{er} avril 2019

La consœur Mary Lyn Thrasher, Direction des ressources humaines – 1^{er} avril 2019

La consœur Gwen Hewitt, Direction de l'organisation et des services régionaux – 1^{er} mars 2020

CONCLUSION

Avec les grèves, les attaques constantes contre les régimes de retraite, les restructurations et la privatisation qui font rage partout au pays, il est rassurant de savoir que nous pouvons compter sur une base financière solide. Les sections locales et les membres du SCFP qui sont la cible d'attaques auront un appui financier pour entreprendre les luttes qui les attendent.

Je suis impatient de participer aux congrès de divisions qui restent et aux nombreuses activités régionales et locales prévues au cours des mois qui viennent. Au plaisir de vous y voir !

Respectueusement soumis par,

Le secrétaire-trésorier national,



CHARLES FLEURY

:mar/sec